

GUERRE A LA TERREUR COLONIALISTE

L'ordre règne
en Afrique du Nord !



La F.A. et la lutte des peuples coloniaux

La recrudescence des luttes des populations coloniales impose à notre Fédération Anarchiste de réaffirmer sa position, en la précisant encore.

Au nom d'un soi-disant internationalisme pur, ou au nom d'un prétendu anti-étatisme intransigent, quelques révolutionnaires de salon prétendent renvoyer dos à dos l'impérialisme des grandes nations et les luttes d'émancipation nationale des peuples coloniaux. Une telle attitude simpliste semble adoptée tout exprès pour se retirer de la lutte en se donnant les meilleures raisons, pour mettre sa conscience en paix à bon compte.

Une attitude anarchiste révolutionnaire est tout autre, car elle ne peut se désintéresser des luttes partielles que mènent des hommes pour la justice et la liberté, même si ces luttes sont mêlées à des préoccupations nationales ou recouvertes d'un vernis patriotique.

Peut-on citer, dans l'Histoire, une seule lutte ayant mis en jeu des masses populaires et inspirée par une idéologie pure et une conscience totale de l'enjeu et du but ? Toute lutte qui met en ligne de larges masses est nécessairement complexe et confuse. C'est ce que constataient nos Kropotkine, nos Bakounine, nos Reclus lorsqu'ils affirmèrent que les anarchistes devaient être présents dans toutes les luttes populaires et que c'était le meilleur moyen d'y faire triompher nos conceptions, même si au départ elles étaient quasi inconnues ou inexprimées. C'est ce que voyait Bakounine lorsqu'il supputait les possibilités révolutionnaires d'une lutte populaire contre l'occupation prussienne de 1870, lui qui s'applaudissait de la destruction des formes de lutte officielles de l'Empire ou de Gambetta. C'est ce que vécurent nos camarades des Balkans au temps des luttes contre la domination turque.

Et c'est précisément parce que les luttes de masses comportent toujours un certain degré de confusion, qu'il doit exister une avant-garde consciente et organisée qui éclaire la route, montre le but véritable. Et la Fédération Anarchiste en s'engageant dans les luttes anticolonialistes n'a nullement masqué son programme, ses buts. Au contraire.

● La F. A. affirme que les masses coloniales sous les dehors des revendications nationales, aspirent au bien-être et à la liberté. La présence d'une puissance impérialiste est la forme sous laquelle elles ressentent leur oppression et il est compréhensible que leur lutte prenne un caractère nationaliste. Mais ce nationalisme-réflexe qui recouvre des revendications sociales et se mêle à l'esprit révolutionnaire, n'a rien de commun avec celui de l'occupant qui

(Suite page 2, col. 1.)

TÉLÉGRAMME DE SOLIDARITÉ

envoyé aux Mouvements Nord-Africains :
U.D.M.A. - U.G.T.T. - M.T.L.D. - NÉO-DESTOUR - ISTIQLAL
PARIS, 9 DECEMBRE 1952.

LE COMITE NATIONAL DE LA FEDERATION ANARCHISTE ADRESSE AUX PEUPLES D'AFRIQUE DU NORD, PAR L'INTERMEDIAIRE DE LEURS PARTIS ET DE LEURS ORGANISATIONS SYNDICALES, SON ENTIERE SOLIDARITE ET DECLARE QUE LA FEDERATION ANARCHISTE EST PRETE A SE JOINDRE A TOUT MOUVEMENT DE PROTESTATION.

LE COMITE NATIONAL
DE LA FEDERATION ANARCHISTE

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 338
JEUDI 11 DECEMBRE 1952
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front International Révolutionnaire

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

MAROC

Après le lundi rouge de Casablanca

« Le calme est rétabli à Casablanca » affiche la presse et cela sonne comme un glas sur la dernière vague de colère du peuple marocain. Cinquante et un morts et quatre-vingt-cinq blessés, tel est le bilan de la terreur colonialiste.

François Quilici, député indépendant d'Oran, n'est cependant satisfait et a demandé à interpeller le Gouvernement « sur les mesures qu'il compte prendre pour rétablir la paix publique en Tunisie et au Maroc, y assurer les devoirs et faire respecter les droits de la France protectrice ».

Les droits de la France protectrice !

Quels droits ?

Celui de faire le lundi rouge du 8 décembre et d'arrêter en masse ceux qui luttent contre l'occupant ? Celui d'envoyer les gendarmes d'El-Borouj et d'E-Hajet pour appuyer les forces policières dans leur répression ?

Quant aux devoirs, la lettre que nous adresse notre correspondant à Sétat nous démontre ce qu'ils représentent dans l'esprit des colonialistes français.

Mais nous sommes certains de la victoire des populations nord-africaines. Vingt millions d'hommes veulent se libérer du joug et les baïonnettes finiront par se briser dans les mains des bourreaux impérialistes.

ALGÉRIE

Situation alarmante des détenus politiques algériens

Le Comité de Soutien des Victimes de la Répression a maintes fois alerté les autorités compétentes et l'opinion publique sur la situation des détenus politiques algériens, notamment à la prison civile d'Alger.

L'administration a toujours fait la sourde oreille et a refusé de leur accorder, non seulement le régime politique auquel ils ont droit, mais encore les maintiens dans une situation pire que celle des condamnés de droit commun. Ces derniers ont le droit de recevoir des paniers et des colis de l'extérieur, de sortir dans la cour deux fois par jour, de disposer de leur linge personnel, de recevoir de l'administration pénitentiaire des rations de savon, etc...

Tous ces droits sont refusés aux détenus qui, au surplus, sont parqués dans des salles humides, s'ils ne sont pas jetés dans des cachots pour des périodes allant jusqu'à trois mois.

Le résultat de ces brimades et les conséquences des grèves de la faim et de l'alimentation défectueuse qui est donnée aux détenus politiques viennent de se produire.

Les 36 détenus politiques de la prison civile d'Alger (sans compter ceux qui sont dans les hôpitaux) sont atteints de maladie de la peau, de la gorge et de la langue. 6 d'entre eux voient leur vue baisser progressivement et sont menacés de cécité. 8 autres ne peuvent plus absorber d'aliments. Jusqu'à ce jour, les professeurs de l'hôpital de Mustapha n'ont pu déceler la nature de l'épidémie qui s'est abattue sur eux.

Quant à la cause de cette épidémie, le professeur Adida l'a nettement caractérisée en faisant la remarque suivante devant les détenus : « Nous pouvons les guérir, mais le mal reviendra, cela est dû au régime alimentaire ».

Aussi, le Comité de Soutien avait raison lorsqu'il lançait des cris d'alarme, lorsqu'il demandait l'amélioration du sort des détenus politiques, la cessation des brimades dont ils sont l'objet et la satisfaction de leurs revendications notamment la reconnaissance de leurs délégués et l'amélioration de leur régime au point de vue alimentaire (rétablissement des colis et des paniers), hygiène (douche, savon et soins) et vestimentaire (libre disposition de leur linge personnel).

Actuellement la situation des détenus politiques algériens est des plus alarmantes. Il faut que cesse cet attentat à la vie des militants algériens.

MADAGASCAR

Les provocations colonialistes redoublent

NOUS sommes en 1947. Comme auparavant en Afrique du Nord (Sé-tat), comme en Indochine (Hait-phong), les provocations des colons et des militaires redoublent à Madagascar. Que faut-il aux colonialistes français ? Provoquer des troubles parmi les populations indigènes pour pouvoir ensuite, sous un manteau de légalité, faire régner l'ordre de fer de la civilisation, relâché durant la guerre, chez les sauvages arriérés « des colonies ».

Le tempérament du peuple malgache se prêtait essentiellement peu à ces manœuvres, ainsi que l'atteste ce télégramme que le Bureau politique du M.D.R.M. (Mouvement Démocratique de Rénovation Malgache) envoyait à ses sections le 27 mars 1947 :

« Urgent. Prière diffuser et afficher : Ordre impératif est donné à toutes les sections, à tous les membres M.D.R.M. garder calme et sang-froid, absolus, devant manœuvres et provocations de toute nature destinées à susciter troubles sein population malgache et à saboter politique pacifique M.D.R.M. — Signé : Raseta, Ravohangy, Rabemananjara. — Bureau politique M.D.R.M. »

On connaît la suite. Les indigènes, poussés à bout, se soulèvent. Mais l'impérialisme avait tout prévu (mieux qu'en Indochine). Une vague de terreur et de sang s'abat sur l'île. Les indigènes sont systématiquement massacrés par un armement infiniment supérieur. Des villages entiers, hom-

mes, femmes, enfants, maisons, sont anéantis par les bombes de l'aviation française. Résultat, 80.000 morts, des milliers de blessés et d'emprisonnés !

Et voilà que M. Robert Baryes, haut commissaire de la République à Madagascar, affirmait au début de cette année :

« Madagascar a retrouvé, après l'alerte de 1947, son total équilibre, et si certaine presse, dans la métropole, exploite encore pour sa propagande les événements du passé, je puis affirmer qu'à Madagascar une telle monnaie n'a plus cours, ni auprès des Français, ni auprès des Malgaches ».

Et si l'on se reporte à l'enquête du « Monde » du 16 février 1952, il semble qu'en effet, Madagascar est destinée d'ici peu à un brillant avenir sous la protection bonne conseilère et bienveillante de la France (toujours la même rengaine qui dure depuis des dizaines d'années).

Aujourd'hui, nous sommes en droit de demander à M. R. Baryes : Qui exploite les événements du passé, pour sa propagande de terreur, dans l'île de Madagascar ?

Ne sont-ce pas des Français ? N'est-ce pas un organisme de la France colonialiste, en l'occurrence la Cour criminelle de Majunga, qui vient de condamner atrocement 21 travailleurs malgaches, emprisonnés depuis 1947. L'un, Matomanans, a été condamné à mort, 6 aux travaux forcés à perpétuité et les autres à une moyenne de 18 ans de travaux forcés et 8 ans d'inter-

chément un mécanisme politique aux conséquences très graves.

Ainsi, l'ordre donné par les fascistes mussoliniens d'abattre Matteotti, qui mourut, lui aussi, en voiture sur une route, la nuit, fut le signal de la fascisation de l'Italie.

Les Corps Francs puis les S.A. en Allemagne, la Cagoule puis la Milice en France nous donnent d'autres exemples de morts analogues qui ne parurent mystérieuses qu'à ceux qui le voulaient bien, car leur sens ne peut faire de doute.

Le rôle déclencheur d'assassinats comme ceux de Jaurès ou de Liebknecht permettant la victoire ici de la contre-révolution, là de la guerre, nous font prendre inconditionnellement la cause des victimes, car même si nous étions loin d'être en accord avec elles, nous considérons alors non seulement ce qu'elles représentaient véritablement pour nous, mais surtout ce

Parce que le Gouvernement français
a mauvaise conscience



Le LIBERTAIRE est interdit
en Tunisie depuis Juillet 1952

sent malgré l'Etat peuvent devenir très rapidement les troupes de cet Etat, il suffit que ceux qui les mènent, ayant réussi à intimider les gouvernants, se rendent leur cédant la place.

Ainsi d'autres meurtres déclen-

quelles représentaient aux yeux de ceux qui ont voulu leur mort. Or ce qu'elles représentaient souvent pour les tueurs du fascisme c'était avant tout leur principal adversaire : la classe ouvrière.

(Suite page 2, col. 4.)



LES RÉFLEXES DU PASSANT

Prix étudiés

Où a beau dire : le métier de commerçant n'est pas du tout aussi simple qu'il en a l'air. Il est même très difficile, ne serait-ce qu'en vertu des calculs très compliqués qu'exige l'établissement des prix. Depuis quelque temps, on voit souvent, affichés : Prix étudiés. Pour ceux qui l'ignorent, cela signifie que ces prix sont calculés au plus bas et ne laissent à l'honnête commerçant qu'une marge tellement étroite, qu'au moindre faux pas, à la moindre perte d'équilibre, il risque l'écrasement pur et simple sur le sol de la banqueroute frauduleuse. Je vous le dis : des types qui se sacrifient.

Pourtant, j'en arrive parfois à me demander si ce sacrifice n'est pas vain ; si, à force d'étudier les prix, ces braves gens ne vont pas à l'encontre du but qu'ils se proposent d'atteindre ? Et ce, en toute bonne foi, bien entendu ! Car, enfin, j'ai l'impression que, chez eux, 2 et 2 ne font jamais 4, mais 5 ou 6, et même 8, selon les moments, les nécessités commerciales ou encore les conditions atmosphériques. Ainsi, ce caleçon qui vaut chez Paul 360 francs, en vaut chez son concurrent 420. Or, l'un et l'autre ont été étudiés et il est stupéfiant de constater que l'étude rationnelle et mathématique de ces caleçons aboutisse à des résultats d'une telle diversité.

Mais je me trompe peut-être ? Les prix sont étudiés et non les caleçons. Nous y voilà. Le prix étudié vaut moins cher. Mal étudié, il augmente. C'est clair et l'objet n'a rien à voir là-dessus. Le prix seul est en cause, c'est lui qui, en fin de compte, détermine la conjoncture et agit sur le marché. Le tout est de pouvoir le faire accepter par le consommateur, ce qui revient implicitement à étudier ce

même consommateur. A étudier sa tête, à dire vrai ; savoir s'il est sensible ou non au prix étudié, et si le caleçon en question pourra lui être vendu — à perte toujours — 500 fr. Etude des têtes et des prix, des mouvements de baisse, toujours traduisibles en hausse, que de traces ! Et surtout, que de difficultés pour vendre aux meilleurs prix, aux prix étudiés. Etudiés pour faire fortune en cinq ans.

OLIVE.

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Le pédagogue fut longtemps réduit au servage. Il fut un esclave des religieux qui lui dictaient ce qu'il devait, bon gré mal gré, apprendre à ses élèves. Il fut un esclave du roi. En un temps plus récent il fut esclave des préfets, et alors un mot dit de travers risquait de lui coûter très cher. Aujourd'hui, il est beaucoup plus libre... Nous savons bien que cette liberté risque de disparaître (1) un jour ou l'autre, mais elle existe néanmoins, et il convient d'en profiter avant qu'il ne soit trop tard.

Aujourd'hui, le pédagogue véritable se propose de former des hommes dignes de ce nom, des hommes qui seront capables de vivre, c'est-à-dire de choisir librement leur activité, de servir au mieux la collectivité, de prendre une part active dans la vie de cette collectivité sans attendre les ordres d'un quelconque caporal.

Nous savons bien que parmi nos collègues, certains n'ont pas encore compris la signification réelle de leur tâche d'éducateur. Nous savons que certains emploient les méthodes qu'on employait au bon vieux temps des Jésuites. Mais nous savons aussi que la jeune génération a un tout autre point de vue : elle est révolutionnaire et prépare des révolutions.

La révolution, c'est avant tout la gestion directe des travailleurs dans les différents secteurs de la production et de la consommation. Cette gestion est l'affirmation de la liberté de l'homme (liberté étant pris dans son sens le plus large). Le pédagogue libéraliste a le devoir de préparer les hommes à cette gestion et, pour cela, il ne doit plus chercher à « fabriquer » tel ou tel modèle d'homme qu'on lui impose de faire. Il doit s'employer à découvrir les possibilités de chacun des enfants qui lui sont confiés, il doit chercher à développer ces possibilités en même temps que l'amour de la liberté.

Je peux bien, à la fin de ma leçon de morale, faire copier sur les cahiers : « Que tous les hommes sont égaux et libres », je peux bien dire — j'en ai le droit — « que l'idéal est la société sans classe où règne la plus stricte égalité économique ». Si dans l'école ne règne pas l'atmosphère d'égalité et de liberté, ces belles paroles resteront lettres mortes. Là intervient la notion d'éducation par l'action. L'homme ne se réalise que par ses actes. Si l'on interdit à l'enfant d'agir, si on lui impose des cadres de pensée, l'homme qu'il sera plus tard ne pourra jamais se réaliser et ne pourra jamais vivre comme nous l'avons défini plus haut.

Le développement de l'intelligence est subordonné à l'action, tel est le sens de « l'éducation nouvelle » et c'est pourquoi des anarchistes tels Robin, Ferrer ou les maîtres camarades de Hambourg sont à l'origine de ces nouvelles théories de l'éducation.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10e)
C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. - 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. - 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

LES 200 FRANCS DU « LIB »

Deleuze 10.000	Rolet G. 100	Deballie 200	Martin B. 220
Finistère 250	Gpe Aulnay. 1.800	Geffeler 100	Bourget 135
Deleuze 1.000	Michèle 100	Javret 100	Astaldi 200
Paris 500	Amed 500	Victorin 100	Cattel F. 250
B. Paris 500	Vincent 100	Pezoli 200	Ruan 500
Devige 1.000	André 100	Charomard 200	Ternasse 500
Valero 150	Pierrot 100	Sassy 500	Curtsenga 100
Charrier 200	Gil 100	Un porteur 500	Guehmellet 500
Emile 380	Pierre P.T.T. 500	Journaux 500	Quatr e de 400
Blanchard 500	Raphaël 150	l'Union 400	Vincent 400
Pano 155	Favard 200	Vlemant 500	Colin E. 195
Couteau 1.000	A. Lammère 100	Razetti 100	Fillon 500
Errico 100	Une Assiat. 200	Glock 150	Fillon 500
Brirot 2.000	Lavenut 200	A. Lammère 100	Dagon 250
Pignolet 100	Manuel 100	Bolè XV 500	Henri Colomb 150
Francis-M. 200	Dorlin 100	Etienne G. 200	bes 150
Christian 80	Jean-Lou 100	Derry 350	Molne 2.000
Gerio 350	Gpe Est 500	Ruffier 100	P. Rousseau 2.000
Leblanc 350	De Kort 300	Aroldi 100	Long 200
Blanchard 500	Gido 100	Appert 500	Durand 100
A. Robin 400	Un sympath. 200	Glauzet 500	X. 100
Lecourant 300	P. Arnaud 100	Dutell 250	Ixe 100
Blanchard 350	B. 250	Rezoagli 200	Martini M. 100
Errico 100	Roblin 200	Mahire 100	Sabaté 500
Flo 200	Genz 200	Dauphant 200	Harrone 200
Camarade 100	Faust 200	Regery 1.000	Gisson 100
Y. 110	Adriano 100	Cruzibères 355	Lyandret 100
Francis M. 200	Gabel 200	Petit Louis 100	Aus. 500
Dolbeau 300	Bébert 100	Cécile 300	Cibel 1.000
Nicolas 1.000	Fassier 100	Moranoni 500	Geug A. 500
Etienne 100	Leiron 200	Leitner 200	Sabaté 500
Catalot 250	Etienne 200	Daumange 100	Luie Y. 100
Alais 200	Avick 200	Guillet 500	Roche 500
Stas 500	Astier 100	Dupeyron 100	Roger 300
Téné 1.000	Guemard 500	Paul 100	Duclease 500

La Presse en marge du Procès de Prague

Le procès de Prague a ramené à la surface « la question juive ». Les journaux y compris l'Humanité, ont projeté, hors des accusations que se voyaient porter les ex-chefs du P.C. tchécoslovaque, leurs commentaires pour s'appesantir sur le caractère antijuif de l'affaire. Caractère que les staliniens n'avaient pas voulu si évident et qu'ils tentent de cacher. Il leur a même fallu, pour faire disparaître l'iniquité chez leurs militants, les informer de l'origine juive de Staline, garantie jugée nécessaire pour démontrer que l'antisémitisme staliniens existait pas.

Nous ne voulons pas revenir sur le procès, un article et un éditorial nous ont permis de dire ce que nous en pensions, mais il nous a semblé important de faire une récapitulation des principales observations de quelques journaux, en laissant toutefois de côté les commen-

taires déjà mis en cause dans l'éditorial de la semaine dernière et ceux de la presse de droite, dont la protestation contre l'antisémitisme a été simplement circonstancielle et qui n'a d'ailleurs touché personne. Les racistes de l'Aurore avaient particulièrement bonne mine.

"RUDE PRAVO"

Et comme à tout seigneur tout honneur nous commencerons par Rude Pravo, organe du parti communiste tchécoslovaque, qui écrivait le 21 novembre :

« Le sionisme n'est pas devenu et ne pouvait pas devenir l'idéologie des travailleurs juifs. En revanche, cette idéologie sioniste est devenue l'arme de la bourgeoisie juive, arme dont s'est servi l'impérialisme américain. Cela prouve que les sionistes s'unissaient avec Mussolini et Hitler.

« Pendant la guerre mondiale, alors que le maréchal Staline lançait un appel en 1952 aux juifs du monde entier, durant cette période de terreur, les organisations sionistes se sont tuées, sachant qu'une campagne en faveur de l'arrêt de l'effusion de sang susciterait l'exigence de l'ouverture immédiate d'un second front contraire aux intérêts des puissances occidentales.

On voit à quelle confusion est obligée de recourir la propagande staliniennne pour justifier le procès de Prague. Confusion basée sur une vérité comme les staliniens en possèdent l'art. Que le sionisme ne pouvait pas devenir l'idéologie des travailleurs juifs est parfaitement exact et les révolutionnaires ont toujours condamné la « théorie » des Léon Pinsker, Théodor Herzl et autres « amants de Sion ». L'idéologie sioniste n'étant que le reflet des intérêts de la petite bourgeoisie juive persécutée, devait, au contraire d'apporter une solution à la question juive, l'aggraver. La preuve est là maintenant dans le procès de Prague. A une époque où le capitalisme en pleine décadence et les États totalitaires se resserrent, pour survivre, dans le nationalisme le plus exacerbé, les minorités étrangères à l'intérieur des nations servent plus que jamais de boucs émissaires et les juifs sont, plus que les autres, depuis la constitution basée sur rien, de l'État d'Israël, appartenir tout, même si le sionisme leur est étranger, à une nation étrangère ennemie.

"LE MONDE"

Dans le Monde du 5 décembre (ce journal fut obligé de reproduire diverses opinions à la suite d'un article justifiant la terreur staliniennne) Léon Poliakov et Bloch-Michel apportent une explication assez valable du procès et rejoignent en coter d'opinion notre sur les minorités étrangères dans un État.

« La discrimination antijuive qui s'exerce du sein d'un bloc oriental », écrit Poliakov, si elle n'a rien de commun avec l'antisémitisme « raciste » moderne, rappelle étrangement par certains de ses aspects l'attitude médiévale, tout comme il apparaît, dans l'Église, un juif présentant les garanties voulues peut prétendre de nos jours aux postes les plus élevés au sein de la hiérarchie staliniennne, et il en est d'éclatants exemples. Mais au départ il aura à subir d'une discrimination, qui du reste ne manque pas d'une certaine logique. C'est que plus que tous les autres citoyens de l'U.R.S.S. (ou des « démocraties populaires ») les juifs disposent de « connexions internationales », la plupart d'entre eux possédant des parents à l'étranger. Ils sont donc plus facilement que d'autres des « traîtres en puissance ».

Bloch-Michel lui ne craint pas d'affirmer :
« Ce n'était pas parce qu'ils étaient sionistes (les accusés de Prague) qu'ils ont été accusés, mais parce que juifs, ils étaient de ce fait suspects de sionisme. Ce qui revient à dire que désormais, en Europe orientale, tout juif est suspect de sionisme.

« FRANCE NOUVELLE »
Les staliniens français, par contre, s'enferment dans une explication et une attitude qui interdisent reproches et contradictions. Il n'y a pour eux personne à convaincre autre que leurs militants et, se plaçant sur le plan de la lutte de classes, Florimond Bonte écrit dans France Nouvelle :

« La presse marxiste », qui « sous le prétexte fallacieux que onze des quatre canailles condamnées étaient d'origine juive, lance contre le gouvernement de la République tchécoslovaque et le parti communiste l'accusation perfide et stupide d'antisémitisme. Or le fait incontestable c'est que le verdict de Prague n'a pas été prononcé parce que les accusés étaient juifs, mais parce qu'ils étaient des bandits.

En fait, ce qui intéresse les « calomniateurs » du parti communiste ce n'est pas la qualité de catholiques ou de non-catholiques, de juifs ou de non-juifs « des monstres condamnés », c'est uniquement « leur qualité d'agents des réseaux d'espionnage militaire des États-Unis d'Amérique ». Et maintenant que leurs espions ont été démasqués et châtiés, les « successeurs américains de Hitler dans l'antisémitisme et le racisme » accusent les communistes d'être des antisémites sous

« SYMPATHISANTS ET JEUNES »
Sur l'initiative du Comité régional de la F.A., une commission d'accueil est formée qui a pour but de recevoir les sympathisants et les Jeunes désireux de militer au sein de notre organisation.

Cette Commission, ou l'un de ses membres, recevra chaque mercredi entre 18 h. 30 et 19 h. 30, au siège de la Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris.

le prétexte que parmi les criminels condamnés se trouvaient des « sionistes ». Ces « sionistes » ne sont autres que les représentants d'un « mouvement réactionnaire bourgeois », le « mouvement nationaliste juif ». Ce sont eux, « sous le couvert de ce qu'ils appellent l'« intérêt national juif », ne défendent que les intérêts de la grande bourgeoisie capitaliste à Bordeaux accuse la presse et ne craint pas de dire :

« C'est une canaillerie et une stupidité ! Ce procès est en définitive un épisode de la guerre des classes entre, d'une part, ceux qui veulent conserver leurs privilèges et les reconquérir là où ils les ont perdus, et, d'autre part, ceux qui veulent se libérer de la servitude, de l'exploitation et de la misère.

Seulement, à cela, les informations venant d'Autriche et que plusieurs journaux n'ont pas osé ou voulu reproduire, on se demande bien pourquoi, répondent :
« La presse et la radio de Prague continuent à reprocher aux « sionistes » et à Israël tous les maux dont a souffert l'économie, notamment des restrictions alimentaires, de la pénurie de charbon domestique et des coupures de courant.

On précise que de nombreux suicidés auraient suivi celui du Dr Brics Cohn, chef de la communauté juive de Prague, et de sa femme.

Le gouvernement tchécoslovaque se livre, selon les mêmes sources, à des mesures d'intimidation à l'égard des juifs qui fréquentent la légation d'Israël ou qui écoutent la radio de Tel-Aviv.

Les staliniens déclarent « mensonges crapuleux » ces informations mais l'avenir se chargera de les confondre, et peut-être dans peu de temps.

"L'OBSERVATEUR"

Nous terminerons avec une sorte de gens assez peu sympathiques pour rester corrects. L'Observateur et M. Bourdet ont eu assez souvent droit, dans notre journal, à être étrillés, mais nos lecteurs conviendront à nouveau qu'ils nous donnent rarement l'occasion de leur rendre honneur.

Dans le n° du 27 novembre, Bourdet dans un article intitulé « Les aveux de Prague » écrit :
« Les démocrates français qu'un autre danger et les prodromes d'une autre oppression, obligent et obligent longtemps à lutter côte à côte avec les communistes, ont intérêt à ne jamais oublier qu'il ne peut y avoir aucun accord loyal, profond et durable, mais seulement des alliances circonstancielles et provisoires, avec ceux qui pratiquent, qui approuvent ou qui exécutent une telle défiguration de l'homme. »

On ne comprend pas très bien ce que demande Bourdet aux « démocrates ». En tout cas il pose bizarrement le problème de la collaboration avec les staliniens, un peu à la façon des jésuites qui nous font voir, non pas l'Église mais des églises (si on ne peut collaborer avec l'Église espagnole on le peut avec l'Église française qui présente des caractères progressistes).

Pour Bourdet il y a le stalinisme de derrière le rideau de fer et le stalinisme français qui pour lui mène une lutte acharnée contre le capitalisme. Il est vrai que Bourdet n'a pas eu à retoucher ses manches communistes en 1945 pour redresser le capitalisme et vécu toute la détresse des militants ouvriers devant la politique ouvrière des staliniens.

Ne voyant, plutôt ne voulant, voir, que deux fronts, Bourdet a choisi le front stalinien, ces scrupules nous trompent pas, car tout de même nous avons déjà eu l'occasion de voir où menait le front stalinien, en Espagne, pendant la guerre civile en 1936, et Bourdet ne s'en souviendrait pas ?

Mais cette réticence de Bourdet ne fut qu'un sursaut qu'il doit déjà regretter, car son ami Gilles Martinet (le Martinet de service, pour les prudes de l'Observateur) cette semaine, a été chargé de rassurer les lecteurs de l'Observateur, qui auraient pu douter. Rappelant l'étude Karl Marx « la question juive » il conclut :

Aussi les marxistes considèrent-ils que tout juif qui abandonne le domaine des échanges ou de l'agriculture pour devenir producteur industriel ou agricole tend naturellement à abandonner ses caractéristiques juives et à se fondre avec le milieu national dans lequel il vit. Ils pensent également que les conditions de vie créées en Israël ont donné naissance à un peuple nouveau, possédant des traits de caractère originaux. A leurs yeux, les Israéliens seront bientôt presque aussi différents des Juifs de la Diaspora que les Canadiens des Français et, d'une manière plus générale, les Américains des Européens. C'est ce qui explique que les marxistes d'origine juive entendent juger la politique du gouvernement de Tel-Aviv comme celle de tout autre gouvernement et refusent d'admettre que leur attitude puisse être déterminée à cet égard par une solidarité « raciale ».

Donc ce ne sont pas des Juifs mais des sionistes qui ont été condamnés à Prague, comme c'est simple ! Mais Martinet a oublié de nous dire combien de sionistes habitent encore l'Europe centrale. Il aurait pu ainsi nous démontrer que l'État d'Israël est pire qu'un État réactionnaire, pire qu'un impérialisme, que c'est au contraire un véritable néf. Il y a 30.000 agents sionistes en Tchécoslovaquie.

Monsieur Bourdet, si vous tenez à ce que l'on ne croit pas que vous menez en bateau et que nous nous persuasions que vous êtes parfaitement sincère, il nous reste à vous dire alors, que vous aussi finirez comme les bourgeois de Calais et de Prague, la corde au cou.

René LUSTRE.

MILITANTS DE LA 2^e REGION
Assemblée Générale d'Information
DIMANCHE 14 DECEMBRE
à 14 heures
SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES
28, rue Serpente
Métro : St-Michel ou Odéon

Le militant Georges FONTENIS
relatera son séjour en Italie sur le thème suivant :

Les G.A.A.P. et le mouvement anarchiste italien

(Nota) : Cette Assemblée générale est strictement réservée aux militants des groupes adhérant à la F.A. et au M.L.E. La carte des militants sera exigée à l'entrée.

Quand Lecœur tripote l'unité ouvrière et sabote une grève

Le président Lecœur (président de la Fédération des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, C.G.T.), secrétaire du P.C.F., vient d'inaugurer à Nœux-les-Mines la Maison du Peuple. Il y avait du peuple mais le peuple n'a pu assister au banquet réservé aux personnalités ou notabilités stalinienne de la C.G.T. et du P.C.F. A ce banquet, comme tous les présidents, Auguste a sorti son discours dont le sujet officiel était l'unité ouvrière mais dont le sujet réel était la grève du 18 décembre prochain projetée par F.O. chez les mineurs.

D'ores et déjà il est permis de penser que les dirigeants stalinien de la C.G.T. mettront des bâtons dans les roues de ceux qui, le 18 décembre, essaieront d'appuyer la grève taxée, par Lecœur, de manœuvre patronale tendant à faire déboucher la pression ouvrière par la vanne de sûreté qu'est F.O.

Et c'est bien cela qui est lamentable. Toute action ouvrière devient, suivant qu'elle est due à l'initiative de telle centrale syndicale ou de telle autre, objet de suspicion pour les partisans de l'Etat ou par ceux de l'Ouest. La guerre froide sévit entre les confédérations syndicales comme elle sévit entre les partis, entre les nations, et gèle enfin toute marche en avant.

Le discours de Lecœur est significatif et dans ce discours le passage suivant résume, mieux que toute analyse, le climat actuel des bureaux de la C.G.T. Lissons :

« Au sujet de l'unité, les problèmes sont encore mal posés dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, mal posés par la tribune des Mineurs, mal posés par les militants (1). L'erreur provient d'une attitude opportuniste à l'égard des syndicats de la division F.O. et C.F.T.C. Cette attitude opportuniste est caractérisée par un cliché qui, chaque semaine, paraît dans vos journaux corporatifs. Ce cliché représente trois ouvriers se tenant par la main et sur la poitrine desquels on peut lire : C.G.T., C.F.T.C., F.O. C'est là une caricature de la vérité. Je sais bien que les camarades me disent : « Mais c'est à cela que nous voulons arriver ». Quand, grâce au travail de la C.G.T., la pression unie des ouvriers porte ses fruits, la bourgeoisie capitaliste, les patrons et les exploités sont obligés de céder quelque chose et ils ouvrent les vannes de sûreté que sont pour eux les syndicats F.O. et C.F.T.C. C'est là le sens de la déclaration F.O. pour le 18 décembre... Seulement la C.G.T. veut aboutir à la liquidation de la scission ouvrière. La C.G.T. veut que face à la bourgeoisie capitaliste unie, la classe ouvrière oppose un front uni. Et pour cela, il lui faut une seule organisation syndicale (1). »

Relisons. D'abord, le secrétaire du P.C.F. considère que les problèmes de l'unité sont mal posés par les militants, c'est-à-dire par la base. Ensuite, du sommet, il juge de ce qui est préférable pour la classe ouvrière : une seule organisation ouvrière : la C.G.T.

LYON

Un contrôleur de l'O.T.L. insulte les syndicats lyonnais de la C.N.T.

Au cours d'une altercation entre un voyageur lyonnais, membre de la C.N.T., et un contrôleur de l'O.T.L. au sujet d'une contestation pour le paiement d'un colis qui ne dépassait ni le poids, ni la dimension prévus par les règlements de cette Compagnie, ce voyageur fut appelé, après des menaces verbales de ce contrôleur, à présenter sa carte d'identité en présence du contrôleur de l'O.T.L. et d'un gardien de la paix.

Le voyageur ne trouvant pas de suite cette carte, sort la carte syndicale de la C.N.T. en disant : Après tout cela est toujours une carte d'identité. Cette carte rouge a eu le don de mettre en fureur subite ce contrôleur de l'O.T.L. qui s'écria : Les membres de la C.N.T., c'est du propre, ce sont des jolis cocos. J'ai immédiatement réagi, en lui disant : Vous n'avez pas le droit, dégoûtant personnage, d'insulter une organisation syndicale quelle qu'elle soit et qui par surcroît est légale.

Le voyageur c'est le signataire de l'article. Inutile de dire que même sans m'occuper de la présence du gardien de la paix, j'ai répondu par les arguments nécessaires et que je ne regrette pas, car j'ai fait mon devoir envers ce sire qui déteste la classe ouvrière qui fait vivre cet arriviste bête et puant.

Il doit faire sans doute partie d'un syndicat de souteneurs, où l'on prêche la charité à son prochain.

Ce contrôleur qui est détesté par les employés de l'O.T.L. eux-mêmes se nomme M. Chaudoreille. Il est en service sur la ligne n° 10 d'Oullins et ligne n° 8 (Mulatier).

Nous l'engageons à titre d'avertissement premier à modérer son attitude cynique. Quelquefois cela pourrait lui cuire.

JOUANNIN (Correspondant.)

Si nous ajoutons que Bothereau et Tessier pensent comme Lecœur, l'un considérant que F.O. seule peut exprimer ce que veut la classe ouvrière et l'autre, que la C.F.T.C. est sans conteste la plus indiquée pour exprimer le point de vue des travailleurs, nous aurons une haute opinion des dirigeants du syndicalisme français.

Ni les responsables de la C.G.T., ni ceux de F.O., ni ceux de la C.F.T.C. ne sauraient admettre une attitude opportuniste caractérisée par ce cliché qui représente trois ouvriers se tenant par la main et sur la poitrine desquels on pourrait lire : C.G.T., C.F.T.C., F.O.

Nous autres, militants de la Fédération Anarchiste, sommes cependant du même avis : ce cliché est véritablement de mauvais aloi.

Nous avons à l'esprit un autre symbole de l'unité ouvrière qui est celui où l'on pourrait voir plusieurs travailleurs se tenant également par la main et portant sur la poitrine, barrée d'une croix, les noms de toutes les centrales syndicales.

« La classe ouvrière unie est plus forte que la bourgeoisie capitaliste, plus forte que tous les patrons exploités coalisés », a pu dire le président Lecœur, à Nœux-les-Mines. Cela aussi est vrai. Mais le seul moyen de s'unir s'est de mettre dans le même sac tous les patrons : ceux de la bourgeoisie comme ceux des partis, ceux des partis comme ceux des grands syndicats. Alors seulement la classe ouvrière pourra entamer la lutte avec la certitude de vaincre, dans les mines comme dans la métallurgie, et le 18 décembre aussi bien que tout autre jour.

Serge NINN.

(1) Souligné par nous.

L'Eglise TRÉLAZÉ (Maine-et-Loire) et la grève des ardoisiers

La grève perlée bat son plein dans tout le bassin ardoisier de l'Ouest, cette grève est animée par les syndicats C.G.T. et C.F.T.C., quant au syndicat F.O., il respecte les décisions de la majorité, mais n'y participe pas en tant qu'animateur. Les raisons de cette grève sont celles de toutes les corporations de France, que nous aimerions voir ensemble dans la bataille, mais qui, pour des raisons qui sont le secret des somnambules, présentent leurs revendications les unes après les autres.

Pour aujourd'hui, le but de cet article est de répondre à M. Moreau, curé de Trélazé, lequel dans son journal mensuel « L'Ardoise fine » donne la position de l'Eglise dans cette grève, en invitant le lecteur à bien le comprendre.

Répondant à cette invitation, voici le résultat de mes efforts. La critique étant toujours possible, M. le Curé prend la précaution d'en avertir le lecteur dès la douzième ligne en écrivant ceci :

« Sans doute mon attitude pourra susciter, dans la pensée des uns et des autres, cette critique : mais elle est exprimée dans des circonstances analogues ! Ici les représentants de l'Eglise savent l'ouvrage, ils ne prennent parti ni pour les uns ni pour les autres, pratiquement ils se défendent toujours. »

Cette mise en garde était en effet nécessaire après tout ce que nous avons dit, lors de la mission des bal-

adins du Bon Dieu, l'esprit critique de vos fidèles pourrait subir, en effet, une nouvelle épreuve.

Donc, merci d'avoir pensé à nous. Entrant dans le vif du sujet, M. le Curé poursuit : « Faut-il rappeler : la Christ en venant sur terre n'a pas apporté un régime politique ou un système économique nouveau. Mon royaume n'est pas de ce monde, a-t-il dit. »

En vérité, les ouvriers chrétiens commencent à le comprendre. Je ne crois pas m'abuser en interprétant leur pensée et en leur faisant dire : « Très bien le paradis, parfait les félicités éternelles, mais ce royaume n'est pas de ce monde, si en attendant on pouvait être heureux dans le monde actuel, ce serait peut-être plus sûr ! » Voilà pourquoi vos fils et vos filles entrent dans la violence révolutionnaire et font la grève.

Allons, Monsieur le Curé, un bon mouvement, avouez qu'ils vous font peur.

Dans la deuxième partie de votre article, la situation morale des riches vis-à-vis des pauvres vous préoccupe à un tel point que vous leur proposez le rachat de leur conscience par la pratique de la charité, c'est-à-dire l'abandon de quelques billets pour calmer l'impatience des pauvres. C'est en effet pour eux le moyen le plus économique pour conserver leurs privilèges et retarder la transformation sociale. Moins prudents, les riches ne tiennent pas toujours compte

Résolution du Syndicat Autonome de la Société des Accumulateurs Fixes et de Traction

Les membres adhérents au S. A. réunis en assemblée générale, à l'unanimité :

● CONSTATENT la carence gouvernementale en matière de salaires et prix, la baisse lancée avec grand fracas publicitaire s'est soldée par un échec et n'a rien apporté aux travailleurs.

● PROTESTENT contre le blocage des salaires à un taux insuffisant devant la montée constante des prix.

● EXIGENT le relèvement immédiat du minimum interprofessionnel garanti. A cet effet demandent la réunion sans délai de la Commission supérieure des Conventions Collectives.

● S'EMUEVENT de la progression alarmante du chômage dans la région bordelaise et particulièrement la métallurgie, état de chose dû à la concurrence étrangère et à la faiblesse des crédits alloués à la fabrication civile.

En conséquence le S.A.S.A.F.T. invite les syndicats de la région à exiger avec lui :

1° Qu'aucun salaire ne doit être inférieur à 27.000 fr. pour 173 heures de travail compte tenu des divers budgets types élaborés par les diverses organisations syndicales.

2° L'application de l'échelle mobile sur cette base et la suppression des scandaleuses zones d'abaissement.

3° La conclusion rapide des Conventions collectives fixant les droits des travailleurs.

4° Qu'une réorganisation économique soit rapidement mise sur pied afin de résorber le chômage et la fixation immédiate de l'indemnité de chômage à 75 % du minimum interprofessionnel garanti.

5° Qu'un comité d'entente soit rapidement constitué entre toutes les organisations ouvrières et que l'action la plus efficace soit mise en œuvre pour faire aboutir les légitimes revendications des travailleurs : LA GREVE GENERALE ILLIMITEE.

Communiqué à toutes les organisations syndicales : C.G.T. - C.G.T.F.O. - C.F.T.C. - C.T.I. - C.N.T.

TRÉLAZÉ (Maine-et-Loire)

et la grève des ardoisiers

de vos avertissements, exemple, les patrons ardoisiers dans la personne de M. Souleze qui ne veut rien lâcher sur les 120 millions de bénéfices avoués.

Merci quand même pour le conseil que vous leur donner, il nous éclaire, et lorsque vous dites que la richesse sépare de Dieu, nous comprenons que l'indigence des foules, les bas salaires, l'exploitation de l'homme par l'homme sont des facteurs de domination pour votre Eglise, c'est effectivement dans les régions où les mécontents sont les plus nombreux que vous êtes les plus puissants.

Tourmenté par la vision de l'unité humaine, vous avez cette phrase vraiment savoureuse : « Aux yeux de Dieu tous les hommes sont d'égal valeur, il n'y a parmi eux ni juif, ni Grec, ni esclave, ni barbare, vous êtes tous frères. »

Beau langage en vérité, mais que devient dans tout cela M. Pierre Fréger, chrétien notoire, avec son article du 10 octobre 1952 sur les prouesses du général Ysuff, créateur des premiers gouds de spahis et grand pourfendeur de barbares de la tête jusqu'à la ceinture. Monsieur, je m'excuse de cette digression, si je me la suis permise, c'est en raison que « le Courrier de l'Ouest » et « l'Ardoise fine » ne font qu'un tout à mes yeux.

Enfin, pour terminer, je note votre affirmation sur l'égalité entre les hommes :

« Cette égalité fondamentale des hommes entre eux vient de leur nature, et leur origine commune exige une égalité absolue dans les droits essentiels de la vie : minimum nécessaire de nourriture, de logement, de culture. »

Domage que cette première partie se contredise par la deuxième partie. Jugez-en :

« Vouloir supprimer totalement toutes les inégalités, c'est de la pure utopie. »

Vous posez ainsi le problème de la propriété sans le résoudre. Comme je vois vous êtes pour un minimum bien mesuré, mais pas plus, vous rejoignez sans peut-être le savoir, tous les grands fixateurs de minimum que l'on trouve dans les syndicats et les partis politiques, qui pour eux se réservent le maximum.

Tout à fait à la fin de votre article vous apparaissez comme le gendarme moral de la société : vos armes sont : Enfer et Paradis ; aux chrétiens en lutte vous savez leur rappeler les exigences du christianisme. Votre inquiétude se comprend devant cette prise de conscience de ceux qui vous sont chers.

L. GERMINAL.
(Correspondant)

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant
19 rue du Croissant, Paris-20
F. ROCHON, Imprimeur.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
L'usine aux ouvriers - La terre aux paysans

Les cheminots roulants traction de la Région Ouest doivent SE MÉFIER DE L'ESPRIT DE CASTE

116 C.G.T. — 15 Autonomes — 5 C.F.T.C. — 1 F.O. 10 Inorganisés, soit 147 Roulants traction, représentant 33 dépôts de la région Ouest, avaient répondu à l'appel de la section unique de La Rochelle les conviant à s'unir sur un programme élaboré en commun.

La séance est ouverte à 9 h. 20. Archambault-La Rochelle présente le bilan d'une année d'entente entre cégétistes et autonomes et réclame le retour aux 40 heures. Puis se succèdent à la tribune les représentants d'Angers qui, après des revendications matérielles pour chaque catégorie, réclament les 40 heures.

Rennes. — demande la création d'un comité d'entente de base.

Caen. — présente le bilan de vingt et un mois du comité d'entente, réclame 30.000 fr. à la base, pas d'augmentations hiérarchisées, 40 heures payées 48, et défend l'unité entre tous les cheminots sans distinction.

Laval. — regrette l'absence des autonomes de son dépôt ; il n'y a pas de C.F.T.C. à Laval ; Montreuil, Quimper, Sotteville présentent tour à tour leurs revendications.

A noter que tous les délégués réclament la suppression de la prime de fin d'année actuelle et son remplacement par le paiement intégral d'un 13^e mois de salaire.

Après le délégué de Batignolles arrivent les gros bras en la personne de

Lolry, FGAAC, représentant fédéral, délégué pour les relations intersyndicales, qui déclare : « Il y a un problème général : les salaires, qui ne peut se traiter qu'entre les Confédérations. » Donc, pour lui, une chose l'intéresse : le problème des roulants ; les primes pour les roulants ne peuvent être augmentées justement parce que les autres syndicats réclament l'augmentation des primes pour les autres cheminots également : il réclame donc une commission intersyndicale des roulants pour faire masse et forcer à augmenter les primes des roulants. Puis, d'un ton de plus en plus agressif, il défend le statut du roulant élaboré par la F.G.A.A.C., reproche aux autres fédérations de ne pas avoir accepté de le défendre et exige là-dessus une réponse de Chavagnac, représentant C.G.T., qui, attaqué aussi brutalement, se lève aussitôt pour déclarer que ce statut avait été remis au ministre, mais n'avait jamais été adressé aux fédérations. De plus, la C.G.T. ne peut accepter de défendre uniquement une catégorie aux dépens des autres, c'est l'avis de la salle, qui applaudit.

Lolry, qui avait regagné sa place, revient et la séance s'anime.

Bruneau, du Nord, caid autonome, qui lui succède, parle avec mélanco- lie du temps où un mécanicien était comparé à un sous-ingénieur (en 1870) et lui aussi remet cela avec son statut, primes, etc.. D'après lui, en 1936, les

40 heures ont amené une perte de salaires aux roulants.

Gisors. — Petit dépôt entre Le Havre et Paris a aussi un comité d'entente qui réclame pour tous 30.000 fr. échelle 1, les 40 heures, suppression zones de salaires, etc., etc..

« Les agents de conduite des 33 dépôts de la région Ouest réunis à La Rochelle le 26 novembre, à l'appel de la section unique ROULANTS, représentant la C.G.T.-F.G.A.A.C.-C.F.T.C. et Inorganisés, et compte tenu des résolutions envoyées par des dépôts n'ayant pu participer à la réunion, se déclarent d'accord pour faire aboutir les revendications essentielles suivantes :

Rajustement des traitements par rapport au coût de la vie.

Création rapide d'une commission intersyndicale des primes.

Augmentation des primes traction et création d'un mode de calcul contrôlable par l'agent.

Relèvement des allocations horaires de déplacement avec majoration des premières heures et des heures de nuit.

Parfaire l'échelle unique pour l'unification des titres d'agents de conduite et des grades à F3 Elèves conducteurs électriciens, élèves conducteurs diesel de route, conducteurs d'autorails, F3 pour les agents de manœuvre en 1^{re}.

Nomination automatique à T4 après 9 ans de grade de tous les élèves.

Nomination immédiate dans la filière agents de conduite de tous les agents autorisés.

Maintien de 2 agents de conduite traction sur les machines électriques.

Amélioration de la réglementation du travail.

Demande d'inscription dans la convention collective d'un chapitre concernant exclusivement la garantie de l'emploi des agents de conduite.

Respect du dictionnaire des emplois.

Respect du régime des retraites.

Revalorisation des retraites et péréquation intégrale des retraites des roulants.

Pour la C.G.T. : FRESSARD, LEMOAL, MILPIED, BRUN, BARNAY, SIQUENC.

Pour la F.G.A.A.C. : BRUNEAU, LOLRY, PERREAU, QUENTIN.

Pour la C.F.T.C. : LEFEVRE Auguste.

Cette réunion peut-elle être un prélude de l'unité ? Pour ma part, je réponds non. Tout au moins pour l'unité telle que nous la voyons, nous, à la base, nous qui sommes ensemble sur le tas tous les jours, enfin nous les exploités, car c'est bien ce que nous sommes, des exploités, exploités par des patrons — l'Etat — exploités par des responsables qui, comme Lolry, n'ont en vue que leur ambition personnelle. Pour nous, syndicalistes unitaires et révolutionnaires, l'unité, ce n'est pas celle d'une caste, fût-elle roulante. Nous n'exigeons pas, nous, un chapitre spécial dans la convention collective, ni une retraite intégrale ; roulants, nous sommes unis à la base en un comité d'entente qui a posé ses revendications pour tous les cheminots, et nous n'étions pas les seuls à La Rochelle à l'avoir fait, même à la base, de la F.G.A.A.C. Les camarades sont d'accord, et c'est là, et seulement, à la base, que l'unité est possible. Lolry, Bruneau et Cie veulent créer une nouvelle caste au sein des cheminots, c'est à nous syndicalistes unitaires qu'il appartient de les dénoncer ; pour eux, diviser pour régner ; pour nous, unir pour vaincre, et les cheminots se sauveront tous, tous ensemble.

Nous avons lutté contre la position extra-syndicaliste de la C.G.T. comme nous dénonçons F.O. et son agent Irvin Brown en France. Nous soutenons et aidons nos camarades radisés de la C.F.T.C. pour leurs idées unitaires, et avec eux, avec tous ceux qui veulent vraiment l'émancipation de la classe ouvrière, de toute la classe ouvrière, nous disons en avant, unissons-nous pour :

Un salaire de base qui ne doit pas être inférieur à 30.000 francs.

Contre les augmentations hiérarchisées.

Pour les 40 heures payées 48.

Une véritable échelle mobile des salaires non hiérarchisée.

La suppression des zones de salaires.

Les Fédérations, et tous les responsables syndicaux, quels qu'ils soient, qui, par des manœuvres plus ou moins habiles ou par des slogans extra-syndicalistes, ou encore sous couvert d'une soi-disant indépendance syndicale, se refusent à s'unir sur le même programme de base commun à tous, porteront la responsabilité de nous avoir livrés pieds et poings liés à la réaction du capitalisme international. (Déclaration faite à La Rochelle à la tribune de la réunion par un représentant du comité d'entente de base.)

Ce qui caractérise un régime

Quand la "grande" presse s'apitoie sur la mort d'un flic, elle ne réserve à ceux-ci que la rubrique des "chiens écrasés"

NEGLIGENCE : UN NOYE

Occupé à la mise en place des cintres du pont d'Amboise (Indre-et-Loire), un travailleur du bâtiment a glissé sur une surface en pente ; tombé dans la Loire, il s'est noyé, entraîné par un fort courant. Le bateau de secours, qui aurait dû être prêt à partir à la moindre alerte, se trouvait démuné de rames.

ACCIDENT MORTEL AUX MINES DE LA « GRAND-COMBE » (GARD)

Un ouvrier mineur, Almiras Aimé, 45 ans, qui, à la mine Thérond (groupe de La Grand-Combe) était occupé mercredi au décaissage, a été grièvement blessé à la poitrine par suite de la rupture d'un câble. Le malheureux travailleur est décédé quelques minutes après.

C'est le 24^e accident mortel enregistré au cours de l'année dans les mines du Gard.

TUE PAR UN MADRIER

M. Belinardi, 65 ans, employé à l'entreprise Verdoia, rue Rosa-Bonheur, à Melun, travaillait ce matin près d'une pile de madriers. Soudain, celle-ci se déséquilibra. L'un des madriers atteignit le sexagénaire à la tête et le tua sur le coup.

APRES LE DERAILLEMENT DU TRAIN BLEU

On se souvient de l'accident survenu au train bleu le 19 novembre, à Saint-Rambert-d'Albon. Le chauffeur du rapide, M. Marius Coxé, âgé de 42 ans, demeurant à Marseille, avait été trans-

TROIS OUVRIERS ENSEVELIS SOUS UN EBOULEMENT

Ce matin, trois ouvriers qui travaillaient sur un chantier des travaux publics à Perpignan, ont été ensevelis sous un éboulement.

Deux ont été tués, le troisième blessé.

COUP DE GRISOU EN BELGIQUE

Cinq morts

Genck (Belgique), 21 novembre. — Une explosion s'est produite dans une galerie du puit du Liégeois, à Zwartberg, près de Genck. On déplorait cinq morts et neuf blessés graves.

TROIS MAROCAINS ENSEVELIS PAR UN EFFONDREMENT DE TERRAIN

Une véritable catastrophe vient de se produire dans l'extrême-sud marocain. Cet après-midi, à 13 heures, au barrage de Culed-Brabim, à une dizaine de kilomètres de Ksar-el-Souk, capitale du Taïfale. Dix ouvriers marocains étaient occupés à curer le fond du canal, profondément enfoncé entre de hautes berges quand la terre, ameu-

blée par les premières pluies de la saison, se mit à glisser rapidement, comblant le canal et ensevelissant les ouvriers.

On retira trois cadavres.